

Le PS65 à la marche des Libertés à Tarbes

Le Parti socialiste des Hautes Pyrénées demande le retrait de plusieurs dispositions de la Loi dite Sécurité Globale actuellement discutée devant le Parlement. Cette loi, attentatoire à la liberté d'informer et au droit d'être informé amoindrit les nécessaires contrepouvoirs dans notre société démocratique. Plusieurs aspects de cette loi sont également disproportionnés dans les atteintes portées à la vie privée.

L'article prévoyant, une interdiction manifeste de filmer des forces de l'ordre en intervention est une restriction inconciliable de la liberté de la presse dans notre démocratie et doit être supprimé. Des lois existent déjà pour protéger les policiers contre les harcèlements, les menaces ou les outrages, dont ils peuvent faire l'objet. Les policiers qui n'ont rien à se reprocher n'ont pas à craindre le regard de leurs concitoyens. Si cet article était en entré en vigueur, les images choquantes de violences commises à l'encontre d'un jeune producteur de musique n'auraient probablement pas pu être diffusées.

La généralisation de l'usage des drones lors des manifestations et l'extension des personnels de police pouvant avoir accès aux images de vidéo surveillance posent également un problème majeur sur la conception de notre vie commune. Ces contrôles sont à la fois attentatoires à la présomption d'innocence dont jouit tout citoyen et opposant politique, mais constituent aussi une atteinte disproportionnée à la vie privée des Français.

Les parlementaires socialistes mènent le combat contre cette loi manifestement liberticide, critiquée par le Défenseur des Droits, des experts des Nations Unies, de nombreuses associations de protection des libertés ou des partis politiques. Toutes les associations de journalistes dénoncent une régression qualifiée de dangereuse. Le gouvernement et les élus de la majorité entendent-ils ces revendications sans passer par une "commission" qui écarterait les travaux du Parlement ?

Le Parti socialiste des Hautes Pyrénées demande que soit rétabli un lien de confiance entre la police républicaine et les citoyens et propose :

- Le remplacement de la "police des police" par des unités de contrôle indépendantes composées par exemple de magistrats, d'élus, de citoyens ;
- de redéployer les policiers à la proximité des citoyens ;
- de mieux doter les policiers et de créer des commissariats dans les quartiers populaires ;
- de mieux coordonner les actions de préventions et de répression ;

Pour préserver les Libertés des citoyens et exiger un retrait de plusieurs articles de la loi sécurité globale, le Parti socialiste des Hautes Pyrénées appelle à manifester, dans le plus strict respect des mesures sanitaires en vigueur, ce samedi 28 novembre 10 h, place du marché Brauhauban à Tarbes.

Christophe Cavallès, premier secrétaire du Parti socialiste des Hautes Pyrénées